

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 08/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FORGITAL-DEMBIERMONT SAS

BP 10089
Hautmont
59600 Maubeuge

Références : 2026-V3-069
Code AIOT : 0007000688

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2026 dans l'établissement FORGITAL-DEMBIERMONT SAS implanté 4 rue Jules Campagne BP 10089 59330 Hautmont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'installation a fait l'objet récemment (février 2026) d'une visite d'inspection sur le sujet de la légionellose dans le cadre de la surveillance habituelle des ICPE sur cette thématique.

L'inspection a été informée du résultat d'une surveillance de légionellose dans le cadre normal du contrôle mensuel qui a été télédéclaré par l'exploitant sur le site GIDAF (site prévu pour déposer les résultats d'autosurveillance des exploitants des ICPE).

Le résultat est de 1300 Unité Formant Colonie par litre UFC/l de légionella (ce résultat dépasse le seuil des 1000 UFC/l : il est alors attendu des actions de l'exploitant pour revenir sous ce seuil).

Des cas de personnes contaminées par cette bactérie ont été déclarés récemment sur le secteur de Maubeuge.

La présente visite d'inspection réactive a pour objectif de vérifier que l'exploitant a pris les dispositions adéquates vis-à-vis de ce résultat.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FORGITAL-DEMBIERMONT SAS
- 4 rue Jules Campagne BP 10089 59330 Hautmont
- Code AIOT : 0007000688
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site implanté sur la commune d'Hautmont depuis 1881, se situe au sein d'une zone urbanisée. La société Forgital Dembiermont est spécialisée dans le laminage circulaire sans soudure. Depuis quelques années, la société s'est orientée sur la fabrication de grandes couronnes et de couronnes destinées aux secteurs aéronautiques et spatiaux.

L'établissement se situe le long de la Sambre, à proximité d'habitations.

L'activité du site est encadrée par l'arrêté préfectoral du 8 mars 2007. Par rapport du 9 avril 2014, il a été proposé à Monsieur le Préfet de donner acte à l'exploitant de son classement au titre des rubriques 3110 et 3230.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (1000<X<1000 00 UFC)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-II	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
5	Présence AMR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réglementation applicable (rubrique 2921 - E)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 1	Sans objet
2	Surveillance de l'installation (fréquence de prélèvement)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-3-a)	Sans objet
4	Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-IV-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les justificatifs suivants sont demandés à l'exploitant :

- informer par courrier le Préfet du Nord sous 7 jours des mesures décidées afin d'éviter que le dépassement de 1000 UFC/l pour la Legionella ne se reproduise à l'avenir
- fournir dans un délai d'un mois un courrier au Préfet du Nord d'engagements sur une campagne de suppression des bras morts selon un volume et un calendrier ambitieux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réglementation applicable (rubrique 2921 - E)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Réglementation applicable (rubrique 2921 - E)
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées. Les dispositions applicables aux installations existantes et les conditions de leur entrée en vigueur sont précisées en annexe VII. La rubrique 2921 comprend toute installation assurant une fonction de refroidissement par refroidissement évaporatif et mettant en œuvre de manière continue ou intermittente le procédé de dispersion d'eau dans un flux d'air. C'est notamment le cas des installations de secours, des installations utilisées dans des procédés saisonniers, et des aéroréfrigérants dits mixtes ou hybrides combinant le fonctionnement évaporatif avec d'autres modes de fonctionnement (sec et/ou adiabatique). Ces dispositions s'appliquent sans préjudice de prescriptions particulières dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement.
Constats : Le circuit est constitué de 1400 m ³ d'eau relié à deux Tours AeroRéfrigérantes TAR (TAR 1 et 2). Leurs puissances sont de 2320 et 4366 kW.

La puissance totale est supérieure à 3000 kW ; l'installation est donc soumise à enregistrement (avec notamment un contrôle mensuel du circuit des TARs).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance de l'installation (fréquence de prélèvement)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-3-a)
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation (fréquence de prélèvement)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'indiquer s'il réalise une surveillance régulière de la légionella. L'exploitant répond qu'il réalise cette surveillance.</p> <p>L'exploitant est en capacité de fournir les résultats sur les dernières années de surveillance.</p> <p>Il est à noter que l'inspection a consulté le site GIDAF (site de télédéclaration de la surveillance). Il en ressort : En 2026 la surveillance est réalisée selon la périodicité prévue : - 19/01/2026 ; - 23/02/2026 ; - 25/03/2026 ;</p> <p>A noter pour l'année 2025 que les résultats sont transmis régulièrement sauf pour août et décembre 2025 l'exploitant indique n'avoir pas reçu les flacons lui permettant de réaliser le prélèvement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (1000<X<100000 UFC)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-II
Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles

(1000<X<100000 UFC)

Prescription contrôlée :

II. - Actions à mener en cas de prolifération de légionelles

2. Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration mesurée en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L.a) Cas de dépassement ponctuel.

En application de la procédure correspondante l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L. Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

Nota prescriptions reprises pour mémoire :

b) Cas de dépassements multiples consécutifs. Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, à la recherche des causes de dérive et la mise en place d'actions correctives complémentaires pour gérer le facteur de risque identifié. Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté. Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, par télécopie et par courriel, précisant la date des dérives et les concentrations en *Legionella pneumophila* correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives mises en œuvre. Il procède à des actions curatives, recherche à nouveau la cause de dérive, met en place des actions correctives, et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive. La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L. Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.c) Dans tous les cas, l'exploitant tient les résultats des mesures et des analyses de risques effectuées à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dépassements sont consignés dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.

Constats :

Les résultats de l'autosurveillance du 25/03/2026 est de 1300 UFC/l de *legionella pneumophilla* qui est compris entre 1000 et 100.000 UFC/L (*legionella* de serogroup 2).

L'exploitant a réalisé les actions qui sont attendues :

- la réalisation d'un traitement choc qui a été défini selon les procédures de l'exploitant (procédures développées avec le concours d'un traiteur d'eau) : l'injection d'un traitement choc contenant notamment du Chlore et dans de l'ALOBIO R440" du Brome avec une dose nettement supérieure à la dose choc appliquée une fois par mois ;
- suite à ce traitement choc, la réalisation d'un nouveau contrôle du taux de legionella ;
- l'analyse d'un retour d'expérience sur les paramètres de suivi au moment de la détection du problème :

Selon l'exploitant des pièces métalliques de très grand gabarit (d'un gabarit plus élevé qu'habituellement) ont été traitées dans un temps court.

Les bacs de trempe du process à refroidir étaient donc à des températures plus élevées qu'à l'habitude (d'où un risque accru de prolifération de légionella dans une eau plus chaude). Cette situation devrait se reproduire dans les mois à venir (jusqu'en juin 2026).

Les paramètres de suivi actuels (température, pH, conductivité) n'ont pas montré de dérives lors de l'événement.

L'exploitant propose donc de manière volontaire d'augmenter la périodicité du contrôle des légionnelles sur son circuit en ayant un contrôle tous les 15 jours (au lieu d'un mois réglementairement imposable) et de réaliser également des contrôles sur les 2 bacs ayant un impact significatif sur la température de l'eau en amont du circuit des TAR (un contrôle sur chacun des 2 bacs tous les 15 jours, (aucun contrôle n'est réglementairement exigible dans ce domaine).

L'objectif poursuivi est d'avoir une détection précoce de la présence de legionella mais également de faire évoluer les paramètres de suivis actuellement mis en place (afin de pouvoir à l'avenir agir de manière préventive plutôt que curative comme lors de l'événement de mars 2026).

L'exploitant indique lors de l'inspection qu'il a un résultat récent de contrôle de légionella <1000 UFC/l

L'inspection relève que la démarche d'analyse par l'exploitant de l'événement de mars 2026 a été conduite

Des évolutions sont proposées par l'exploitant avec un resserrement de la surveillance de la légionelle.

Suite à l'inspection l'exploitant a fourni sur le site GIDAF (site dédié à la déclaration à l'inspection par l'exploitant de l'autosurveillance) d'un résultat < 1000 UFC/l donc avec un retour à la normal (résultat du 09/04/2026)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Informé par courrier le Préfet du Nord sous 7 jours des mesures décidées afin d'éviter que le

dépassement de 1000 UFC/l pour la légionella ne se reproduise à l'avenir
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 7 jours

N° 4 : Carnet de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-IV-2
Thème(s) : Risques chroniques, Carnet de suivi
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;- le tableau des dérives constatées pour la concentration en Legionella pneumophila, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs.- les modifications apportées aux installations.Sont annexés au carnet de suivi :- le plan des installations, comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement, avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ;- l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ;- les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque légionelles ;- le plan de formation ;- les rapports d'incident et de vérification ;- les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées, tels que définis au point V du présent article, relatifs aux résultats des mesures et analyses ;- les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en Legionella pneumophila et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I-3 du présent article ;- les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau telle que définie à l'article 60.Le carnet de suivi est propriété de l'installation.Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées ou une vérification.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le carnet de suivi est disponible sous une forme dématérialisée est accessible pour les 3 responsables du suivi de la légionella et par les membres du service HSE (hygiène/sécurité/environnement).</p> <p>La liste des éléments contenus a été présentée lors de l'inspection. Ces éléments sont ceux attendus.</p>

N° 5 : Présence AMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I

Thème(s) : Risques chroniques, Présence AMR

Prescription contrôlée :

a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous. L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;- les points critiques liés à la conception de l'installation ;- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.
(...)

Constats :

L'AMR est bien présente.

Cette étude conclue à la présence de nombreux bras morts dans le circuit d'eau.

Il est rappelé que la présence de bras mort est de nature à favoriser la présence potentielle de légionella.

L'inspection demande les raisons de ce constat.

L'exploitant indique que l'installation est très ancienne (140 ans) qu'elle s'est développée de manière historique par ajouts successifs sur cette période et que de ce fait cela crée des contraintes que n'aurait pas une installation qui aurait été construite et conçue entièrement récemment.

Par ailleurs les dimensions de l'installation sont importantes. Les 5 bacs de trempes à refroidir par les TAR sont disséminés dans toute l'usine.

A l'appui de ces affirmations l'exploitant présente un plan des différentes installations. Si les 2 TARS et leur circuit de contrôle et de traitement sont bien concentrés sur un lieu déterminé, les

bacs de trempes sont bien éloignés et implantés à différents emplacements de l'usine.

L'inspection a réalisé une visite du site et des installations en lien direct avec les circuits à refroidir à savoir : les bacs de trempes et les 2 TARS, leur circuit de contrôle et de traitement.

Les secteurs TAR est à accès limité aux seuls personnels en charge de cette thématique.

L'inspection confirme que les circuits d'eau sont complexes, d'une taille importante et disposés sur des distances également élevées.

L'exploitant fait valoir que la suppression des bras morts sera plus aisément réalisable lors de l'arrêt du mois de Juillet 2026.

La situation de la présence de bras mort en nombre important ne peut perdurer.

Il est attendu de l'exploitant qu'il s'engage dans un délai d'un mois vis-à-vis du Préfet du Nord sur une campagne de suppression des bras morts selon un volume et un calendrier ambitieux.

A défaut, il sera proposé à Monsieur le Préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Fournir dans un délai d'un mois un courrier au Préfet du Nord d'engagement sur une campagne de suppression des bras morts selon un volume et un calendrier ambitieux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois